

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 05/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**VALFF ENROBES**

RD 604 - LD KIESGRUBE

67560 ROSHEIM

Code AIOT : 0006701614

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2025 dans l'établissement VALFF ENROBES implanté 11 route de Meistratzheim lieu dit Oberbruch - 67210 VALFF. L'inspection a été annoncée le 05/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite PPC 2026 avancée.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VALFF ENROBES
- 11 route de Meistratzheim lieu dit Oberbruch - 67210 VALFF
- Code AIOT : 0006701614
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est actuellement encadré par l'arrêté préfectoral du 23/11/1990 autorisant la société à exploiter une installation de fabrication d'enrobés à chaud au lieu-dit Oberbruch, sur la commune de Valff.

L'activité décrite relève de la nomenclature ICPE au titre de la rubrique 2521. Les projets de ce type étaient historiquement soumis à autorisation. Depuis l'arrêté ministériel du 09/04/2019, les installations d'enrobés sont soumises à enregistrement. Cependant, l'entreprise n'a pas fait la demande d'application des dispositions de cet arrêté. Elle bénéficie ainsi de l'antériorité réglementaire, la soumettant ainsi aux préconisations de l'ancien arrêté ministériel.

Un arrêté préfectoral complémentaire du 23/10/2025 s'ajoute à l'arrêté préfectoral du 23/11/1990 incluant le remplacement de l'installation actuelle à venir en 2026.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 23/11/1990, article 33	Demande d'action corrective	1 mois
4	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 23/11/1990, article 39	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, articles 1 et 53	Sans objet
3	Qualité des effluents	Arrêté Préfectoral du 23/11/1990, article 38	Sans objet
5	Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 23/11/1990, articles 47, 48 et 49	Sans objet
6	Prévention de pollution accidentelle	Arrêté Préfectoral du 23/11/1990, articles 30 et 72	Sans objet
7	Rejet Air_Contrôle	Arrêté Préfectoral du 23/11/1990, article 61	Sans objet
8	Déchet	Arrêté Préfectoral du 23/11/1990, article 45	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis d'établir un état des lieux du site quant aux surveillances eaux/air pollution avant la mise en place de la nouvelle installation fin 2026. Des constats ont révélé des observations qui nécessitent des actions correctives sous délai maîtrisé.

Toutefois, au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection et des actions engagées par l'exploitant, il n'est pas proposé d'engager de suites administratives dans l'immédiat.

Afin de justifier de l'avancement de la démarche d'actions correctives, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection des Installations Classées, dans les délais indiqués dans le corps du rapport, les mesures prises ou prévues pour répondre aux observations relevées.

D'autres suites pourront être envisagées en fonction des éléments de réponse apportés par l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, articles 1 & 53
<b>Thème :</b> Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  53_La capacité maximale de la centrale sera de 200 tonnes/heure.
<b>Constats :</b>  L'installation actuelle fonctionne à une capacité moyenne de 160 tonnes/heure.  Un nouvel arrêté préfectoral complémentaire vient d'être signé le 23/10/2025 portant sur une nouvelle installation d'enrobés qui sera mise en fonction d'ici à fin 2026 en remplacement de celle en activité actuellement. L'objectif principal du projet est de renouveler l'équipement de production afin d'améliorer la qualité des enrobés et d'augmenter considérablement la part d'agréats recyclés dans leur production, sans augmentation des consommations énergétiques et des émissions atmosphériques. Par ailleurs, un nouveau hangar sera installé afin de couvrir les matériaux et diminuer leur teneur en humidité lors de la fabrication d'enrobés. La nouvelle installation TRX80 sera intégrée aux infrastructures existantes sans extension géographique, ni modification du tonnage autorisé. Elle comprendra plusieurs équipements spécifiques, conçus et dimensionnés pour répondre aux besoins du site. Il n'y aura pas de stockage de produits supplémentaires ou de nouvelles activités. Le classement ICPE du site reste inchangé.
<b>Type de suite proposée :</b> Sans suite

**N° 2 : Eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/1990, article 33
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Eau pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b>  Celles qui seront susceptibles d'être polluées (ayant ruisselé sur des aires de parking et de manœuvres de véhicules,...) subiront un traitement approprié, tel que déshuilage et décantation, avant leur rejet dans le milieu naturel garantissant une teneur en hydrocarbures totaux inférieure à 20 ppm selon la méthode de dosage définie par la norme NF T 90-203.  Celles provenant des aires de chargement-déchargement de produits dangereux seront dirigées vers des fosses de relevage étanches de dimensions appropriées et permettant de les retenir en vue de leur traitement avant rejet, en cas de déversement accidentel.
<b>Constats :</b>  Un séparateur d'hydrocarbure est en place. Le dernier curage a eu lieu le 02/04/2025. Le bordereau des déchets associé est présent. Les résultats des analyses effectuées n'appellent pas d'observations particulières. Le bordereau d'intervention sur le séparateur mentionne un clapet antiretour hors service. L'exploitant a exprimé en séance que celui-ci a été remis. L'exploitant a, suite à la visite, demandé

justification de l'intervention à son prestataire.

Il est attendu que l'exploitant transmette à l'inspection le bon de réparation établi par son prestataire.

**Type de suite proposée :** Avec suites

**Proposition de suite :** Demande d'action corrective

**Proposition de délai :** 1 mois

#### N° 3 : Qualité des effluents

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/11/1990, article 38

**Thèmes :** Risques chroniques, Qualité des effluents\_Eau pluviales

**Prescription contrôlée :**

« L'effluent rejeté devra présenter la qualité suivante :

- [...]

- azote ammoniacal inférieur à 15 mg/L ;

- [...]

- absence de composés aromatiques hydroxylés ou de leurs dérivés hydrogénés. [...]

L'exploitant fera procéder à au moins un contrôle annuel de la qualité des rejets. »

**Constats :**

Un plan des réseaux existe ; il date de juillet 2023 et a été vu par l'inspection. Il a été complété après la visite en date du 27/10/2025 avec des compléments sur le réseau EP (eau pluviale) et l'ajout du piézomètre

L'exploitant a mis en place une surveillance ; le contrôle est annuel. Les résultats d'analyses faites n'appellent pas d'observations particulières.

Le process utilise très peu d'eau. Un compteur d'eau a été mis en place en 2024. Le prélèvement en 2024 a été de 192m<sup>3</sup>. La tendance de la consommation est à la baisse.

Un cadre sera créé dans GIDAf par l'inspection de sorte à ce que l'exploitant puisse y renseigner ses résultats.

**Type de suite proposée :** Sans suite

#### N° 4 : Eaux souterraines

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/11/1990, article 39

**Thèmes :** Risques chroniques, Eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

« Un piézomètre de contrôle de la qualité des eaux souterraines sera installé à un emplacement défini en accord avec l'hydrogéologue agréé (Service géologique régional d'Alsace).

Une analyse physico-chimique complète de type C4a du Code de la Santé publique sera réalisée semestriellement. »

**Constats :**

Un piézomètre est situé en aval du site. L'exploitant a été questionné par rapport à la présence d'un seul piézomètre au vu d'un plan de surveillance plus classique de trois piézomètres, un en amont et deux en aval du site. L'exploitant n'a pas eu de réponse à ce sujet.

Les analyses sont faites semestriellement. Les résultats des analyses faites n'appellent pas d'observations particulières.

Ces résultats devront être renseignés dans GIDAF.

L'inspection demande à être destinataire de l'étude de l'hydrogéologue agréé, réalisée suite à l'arrêté de 1990, sous un délai d'un mois.

**Type de suite proposée :** Avec suites

**Proposition de suite :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délai :** 1 mois

**N° 5 : Risque incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/11/1990, articles 47, 48 & 49

**Thèmes :** Risques accidentels, Lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

47\_ Les extincteurs, appropriés pour les risques (...) Les extincteurs devront être conformes aux normes françaises en vigueur. (...) Ils seront périodiquement contrôlés et la date de contrôle sera enregistrée de manière lisible sur une étiquette fixée à l'appareil.(...)

48\_ Des essais et visites périodiques du matériel et des exercices au cours desquels le personnel apprendra à se servir des moyens de premiers secours et à exécuter les diverses manœuvres nécessaires devront avoir lieu au moins tous les 3 mois. Leurs dates et les observations auxquelles ils pourront avoir donné lieu, seront consignées sur un registre spécial.

49 (...) signaler les organes de coupure des différents fluides (électricité, gaz, air comprimé, liquides inflammables,...) ; disposer les moyens de secours de façon bien visible et maintenir leur accès constamment dégagé.

**Constats :**

Les extincteurs sont vérifiés chaque année. Le dernier contrôle date du 14/10/2024. Le rapport d'intervention a été transmis après la visite.

La dernière formation faite sur la manipulation des extincteurs date du 25/11/2019. La prochaine formation est prévue en janvier 2026. Quatre salariés sont présents sur le site.

Des « quarts d'heure » de formation et/ou des exercices sécurité sont très régulièrement donnés au personnel sur site.

Quelques exemples de ces événements :

- quart d'heure sur le « risque incendie » au 18/03/2025,
- sur le « travail en point chaud » le 28/04/2025,
- exercice sécurité le 03/07/2025.

Globalement, un point sécurité est fait au moins une fois par trimestre.

((les dossiers des formations citées ont été vus par l'inspection (contenu et feuille d'émargement).

Un document de prévention/intervention, connu par les salariés, est disponible. Il contient les



consignes en cas d'accident/incendie.

Les consignes en cas d'incendie sont affichées dans le poste de contrôle.

Un plan signalant les emplacements des extincteurs et des coupures d'urgence existe et a été mis à jour en septembre 2025. Il est prévu qu'il soit affiché sur le mur extérieur du poste de contrôle, entrée principale des salariés et visiteurs.

Les extincteurs ont été vus lors de la visite du site. Attention à leur accessibilité : l'un d'entre eux, dans l'atelier, était au sol, au lieu d'être fixé au mur, légèrement encombré par une barrière.

**Type de suite proposée :** Sans suite

#### N° 6 : Prévention de pollution accidentelle

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/11/1990, articles 30 & 72

**Thèmes :** Risques accidentels, Prévention de pollution accidentelle

**Prescription contrôlée :**

(...) Toute citerne, cuve, récipient, aire de stockage,... de matière susceptible d'altérer la qualité des eaux devra être muni d'une capacité de rétention étanche dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité de la plus grande unité de stockage ;
- 50 % de la capacité totale des stockages associés.

Les parois des capacités de rétention seront constituées par des murs résistants à la poussée des liquides éventuellement répandus. Les murs devront présenter une stabilité au feu de degré 4 h en cas de liquides inflammables.

Les cuvettes de rétention devront être correctement entretenues et débarrassées, en tant que de besoin, des écoulements et effluents divers. Leur conception ne devra pas entraver l'évacuation du personnel. Elles seront dotées de dispositifs permettant l'évacuation des eaux pluviales, sauf si elles sont abritées de la pluie. Ces dispositifs normalement fermés, devront être étanches aux produits stockés et commandés de l'extérieur de la cuvette. Ils seront résistants au feu si les produits en cause sont inflammables.

72\_ Les réservoirs seront placés en cuvette de rétention étanche et incombustible susceptible d'empêcher, en cas d'accident, tout écoulement de produit à l'extérieur du dépôt.

Le volume de la cuvette sera d'au moins 103 m<sup>3</sup>.

Les parois de deux réservoirs de bitume contenus dans la même cuvette seront distantes d'au moins 1,50 m.

**Constats :**

La zone de stationnement des camions livrant le bitume est sur rétention ainsi que le stockage des citernes de bitumes. Les produits situés dans l'atelier, huile principalement, sont sur rétention.

Il a été observé que les fûts réceptionnant les huiles usagées ne sont pas identifiés. L'exploitant, a fait le nécessaire suite à la visite. Une photo a été envoyée pour en attester.

**Type de suite proposée :** Sans suite

**N° 7 : Rejet Air\_Contrôle**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/1990, article 61
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Poussière des gaz à l'émission
<b>Prescription contrôlée :</b>  61_Des contrôles pondéraux seront effectués, aux frais de l'exploitant, sur la cheminée, au moins une fois par an par un organisme agréé. Les résultats seront envoyés à l'inspection des installations classées dès leur réception. Pour permettre ces contrôles, des dispositifs obturables et commodément accessibles devront être prévus sur la cheminée à hauteur suffisante.
<b>Constats :</b>  Des contrôles sont réalisés annuellement par un prestataire extérieur. Le dernier a été réalisé le 10/07/2025. Le rapport a été envoyé à l'inspection après la visite. Les résultats d'analyses du contrôle n'appellent pas d'observations particulières.
<b>Type de suite proposée :</b> Sans suite

**N° 8 : Déchet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/1990, article 45
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Prévention de pollution des eaux due aux déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant devra veiller à ce que l'élimination des déchets s'effectue dans de bonnes conditions. Si cette tâche est confiée à une personne ou à une société non agréée extérieure à l'entreprise, l'exploitant sera solidairement responsable des dommages éventuellement causés aux tiers et à l'environnement. La destination de tout résidu éventuel devra pouvoir être justifiée sur demande de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant suit tous les mouvements de déchets dans un tableau. Selon la nature des déchets, (papier/cartons/plastiques... ou huiles...) les évacuations sont contrôlées vers des filières adaptées. Le classeur de suivi a été vu par l'inspection.  Note : l'exploitant utilise en entrant de fabrication des « déchets non dangereux inertes » émanant de chantier du groupe et servant de recyclat à hauteur de 40 % ce jour dans ses productions. Une procédure est en place pour l'acceptation de ces déchets, leur utilisation et leur devenir. Un exemple a été pris pour suivre un lot de chantier : son analyse/acceptation jusqu'à sa valorisation en production et sa destination de livrable. La nouvelle installation permettra un recyclage pouvant aller jusqu'à 70 %. Ce point n'appelle pas d'observation de l'inspection.
<b>Type de suite proposée :</b> Sans suite

\*\*\*